

**Contribution de l'Association La Qualité de Vie  
à l'Enquête publique  
portant sur le projet de démantèlement complet  
de l'installation nucléaire de base N° 162  
(Enceinte réacteur et bâtiments annexes)  
de la centrale nucléaire des MONTS D'ARREE  
dite "Centrale de BRENNILIS".**

On pourrait se demander pourquoi s'intéresser à cette "affaire" BRENNILIS ?  
Pourquoi contribuer à cette Enquête publique ?

Pour une seule raison : son caractère pédagogique, si on prend le temps de traiter tous les problèmes qu'elle soulève : économie, énergie, coût, fonctionnement, arrêt, reconversion, démantèlement, pollution, contamination, gestion des déchets radioactifs...

...

**# 1 - Ce dossier BRENNILIS a tout d'un cas d'école.  
On y trouve toutes les composantes de la méthodologie nucléaire. D'où ce pensum :**

- On construit un réacteur sans se soucier de la contamination qu'il génère, sans se soucier de la gestion des déchets radioactifs qu'il produit, sans se soucier de son démantèlement et de sa reconversion.
- Quand un problème se présente, on en fait une vitrine du savoir faire français.
- On lance des enquêtes publiques à tout bout de champ, pour faire croire que l'industrie nucléaire est démocratique.
- La participation de la population à ces Enquêtes est très faible. Aujourd'hui, 3 janvier 2022 à 11 h : 238 contributions pour cette enquête.
- Les conclusions des Enquêtes publiques ne sont jamais respectées. Les autorités déclarent même qu'elles sont menées à titre consultatif.
- L'inventaire des déchets radioactifs produits est toujours sujet à caution.
- On nous fait croire qu'il n'y a aucun problème pour le stockage des différentes catégories de déchets radioactifs.
- On parle de déchets inertes.
- On nous fait croire qu'il n'y aura aucun impact sur les travailleurs, puisqu'on utilisera des robots. Des robots qui ne sont pas encore construits.
- Les impacts sur l'environnement sont toujours minimes, mesurés, calculés, et aux normes. Le risque de contamination de la faune et de la flore est infime : de l'ordre du millième de la norme maximale autorisée. Les niveaux sont très faibles, de l'ordre du bruit de fond. On parle de dilution, de contamination résiduelle. L'exposition des populations aux rejets d'effluents radioactifs atmosphériques serait plus de 10 000 000 fois inférieure à la limite réglementaire fixée.
- On nous ressort cette sempiternelle comparaison avec le radioactivité naturelle, dont celle avec le rayonnement cosmique reçu naturellement par le passager d'un avion faisant l'aller-retour entre Paris et San Francisco.
- La réalité : Michel MARZIN a constaté à Brennilis que la moitié des personnes qui ont travaillé sur le circuit eau lourde, durant la première phase de démantèlement du site, sont décédées avant 65 ans.
- On nous fait croire que la nature est sous haute surveillance.
- Quand on découvre une pollution (à Brennilis : l'actinium-227) on nous démontre qu'elle est d'origine naturelle.
- L'ASN intervient toujours pour critiquer, dénoncer et demander des corrections. C'est le gendarme qui verbalise, mais qui, finalement, valide. Et à Brennilis, c'est gros : on triche sur le comptage des colis et les tonnages de déchets. Et pire : on sous-évalue d'un facteur 200 l'activité radiologique du tritium.
- On pratique l'omerta sur les dossiers polémiques. Les travaux de la CLI ne sont pas publics afin qu'ils puissent se dérouler dans la sérénité.

- On décide de vite démanteler, de peur que le béton ne tienne pas dans le temps.
- On demande toujours des prolongations.
- Non seulement les dossiers de plusieurs milliers de pages sont inaccessibles pour les citoyens, mais en plus, ils sont incomplets.
- On propose toujours différents scénarios. Il n'y a aucune solution satisfaisante. Il faut choisir la moins mauvaise.
- On fait la promesse du "retour à l'herbe".
- On communique n'importe quoi sur le chiffrage du démantèlement. On est habitué avec L'EPR, ITER, etc.
- On peut affirmer qu'il est plus facile de construire une INB que de la démanteler.
- On suit cette doctrine : ce n'est pas aux générations futures de régler les problèmes de nos installations nucléaires. Il y a aussi un enjeu à les résoudre au plus vite pour profiter de la connaissance des spécialistes encore vivants qui les ont construites.
- Sans oublier cette caractéristique intrinsèque : le nucléaire crée des emplois.
- Enfin, l'incertitude qui caractérise l'industrie nucléaire. L'exemple de Brennilis : "**Que se passerait-il si l'on ne démantelait pas ? - "Je ne le sais pas et c'est justement pour cela qu'il faut déconstruire"** a répondu un responsable EDF.

...

## # 2 - Historique de BRENNILIS, dont 24 ans de chantiers, projets et débats

Cet historique construit à partir de ces deux sources :

<https://www.letelegramme.fr/ig/generales/regions/finistere/24-annees-de-projets-de-chantiers-de-debats-17-03-2009-293624.php>

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/brennilis-sa-centrale-nucleaire-et-son-demantelement-en-dix-dates-cles-a8076a64-5791-11ec-98d9-226f24a3b94d>

**1937.** *Électrification de la Bretagne intérieure. Construction du barrage – voûte de Nestavel et d'un réservoir hydraulique.*

**1962.** *Construction de la centrale nucléaire électrique. La construction des différents bâtiments à usage industriel se poursuit jusqu'en 1974.*

**1967.** La "petite" centrale nucléaire de Brennilis (70MW) entre en fonction.

**1985.** *Mise à l'arrêt du réacteur et vidange des cuves. À l'issue de ces opérations, 99 % de la radioactivité présente dans l'installation du temps de son exploitation est évacuée (source EDF).*

**1985-1990.** De multiples projets de reconversion du site sont envisagés. On parlera même d'un centre d'étude et de formation à la protection de l'environnement. Le combustible et 100 tonnes d'eau lourde ont été évacués sur Cadarache (Bouches-du-Rhône).

**1994.** Une enquête publique est organisée pour une deuxième étape de démantèlement partiel : le démontage de tout ce qui se trouve à l'extérieur de l'enceinte.

**1995-2000.** Un débat sur le démantèlement final oppose ceux qui veulent laisser «reposer» le cœur pendant 50 ans, et ceux qui demandent un «retour à l'herbe» dans les 20 ans. Ce chantier est présenté par ses défenseurs comme une «vitrine» du savoir-faire français.

**1996.** *Obtention du décret de démantèlement partiel qui permet de démanteler le bâtiment administratif, les bâtiments auxiliaires, le bâtiment des combustibles, le bâtiment d'entreposage des déchets solides. Le chantier de démantèlement débute en 1997.*

**2000.** Des prospections ont lieu pour créer un centre d'enfouissement des déchets nucléaires. Des manifestations importantes ont lieu, notamment à Brennilis. Le projet est abandonné.

**2005.** Des milliers de tonnes de déchets radioactifs ont été évacués vers le département de l'Aube. La deuxième phase de démantèlement partiel s'achève.

**2006.** *Obtention du décret de démantèlement « complet » (réacteur), annulé en 2007 par décision du Conseil d'État qui avait été saisi par l'association Sortir du Nucléaire. Il a jugé « **que l'étude d'impact figurant dans le dossier de demande d'autorisation de l'exploitant aurait dû être mise à disposition du public avant la délivrance de l'autorisation par le gouvernement** ».*

**2007.** Le Conseil d'État annule le décret, ce qui aboutit à l'arrêt du chantier. 25 employés sur la centaine engagée restent sur place. Un rapport pointe de nombreuses anomalies sur les chantiers précédents.

...

**Le 12 juillet 2007 :** Ouest-France titre : **Brennilis : EDF se fait taper sur les doigts**

*Fûts de déchets radioactifs corrodés, radioactivité fortement sous-évaluée, erreurs de comptage, accuse un rapport du "gendarme" du nucléaire.*

*BREST - Début juin, les militants du « Réseau sortir du nucléaire » ont obtenu de la justice l'arrêt du démantèlement de la centrale de Brennilis (Finistère). Voilà qu'ils viennent de dénicher un document plutôt embarrassant pour EDF. Il s'agit de la synthèse des constatations effectuées par des inspecteurs de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), à Brennilis, le 31 mai dernier. Rapport daté du 20 juin et mis en ligne, mardi, sur le site de l'ASN ([www.asn.fr](http://www.asn.fr))*

*Qu'ont vu les inspecteurs ? Des fûts, contenant des déchets radioactifs produits en 2004 et 2005, « présentent **des signes de corrosion externe assez prononcée** ». La comptabilité du nombre de colis, des tonnages de déchets entreposés ou évacués, semblait très approximative. L'ASN est même très sévère sur ce point. Elle note une "incohérence totale" des données chiffrées.*

*Plus inquiétant encore. Concernant l'activité radiologique de certains déchets tritiés (qui contiennent du tritium, considéré comme hautement toxique), l'ASN constate "**une forte sous-évaluation, d'un facteur de 30 à 200**".*

*Des documents accompagnant une expédition de déchets nucléaires "ne correspondaient pas au colis envoyé".*

**2009.** La Commission locale d'information est installée le 12 janvier. Le 16 mars, l'exploitant présente le démantèlement de l'installation lors de la deuxième réunion plénière.

...

**Le 17 mars 2009 :** Le Télégramme de Brest titre : **Centrale de Brennilis : comment informer sur le démantèlement ?**

Pierre Maille (Conseil général) a déclaré. "Les travaux de la CLI" ne seront pas publics pour qu'ils puissent se dérouler dans la sérénité".

"Pour nous, c'est une pierre d'achoppement importante, a souligné Chantal Cuisnier (Sortir du nucléaire). Nous nous sommes même interrogés sur notre présence ici. Nous prenons acte que malgré cette omerta, nous pourrions enregistrer les débats nous-mêmes"

EDF envisage de démanteler rapidement car le béton ne tiendrait pas.

...

**Le 16 octobre 2009 :** Le Télégramme titre : **Centrale de Brennilis. Tensions autour de l'enquête**

Le démantèlement de la centrale de Brennilis s'était arrêté pour défaut d'information, en 2007. Pour obtenir sa reprise, EDF a mis le paquet : un dossier de 1.900 pages à l'enquête publique. Ses opposants estiment pourtant que tout n'est pas rapporté, et que les enjeux (financiers, environnementaux...) dépassent le seul cadre d'une consultation locale et doivent engager une réflexion au niveau national. D'autant plus qu'il s'agit d'une opération inédite. D'où leur demande d'intervention de la commission nationale du débat public.

"C'est un projet sur 15-20 ans avant restitution d'un site sans danger à la population", a précisé le directeur du site, Xavier Petitjean.

"Personne ne rentrera dans le bloc réacteur". Des robots télécommandés oeuvreront au contact de ses 50 tonnes de déchets radioactifs. Par ailleurs, l'exploitant assure que les 100 intervenants du chantier feront l'objet de contrôles de santé quotidiens. Sous contrôle de l'autorité de sûreté nucléaire. **"La moitié des personnes qui ont travaillé sur le circuit eau lourde (durant la première phase de démantèlement du site, NDLR) sont décédées avant 65 ans", s'est emporté un ancien de la centrale. "Cela n'apparaît pas dans le dossier !"**

Le dossier d'EDF évoque **un risque pour la faune et la flore environnantes** de l'ordre du millième de la norme maximale autorisée. **Les 50 tonnes de déchets les plus dangereux seront transférées (probablement par la route) dans des emballages conditionnés vers un centre que l'électricien doit encore construire dans l'Ain.** Il s'agit de déchets classés «*faiblement et moyennement actifs*». Leur durée de vie ? Trois cents ans !

**Que se passerait-il si l'on ne démantelait pas ?** - "Je ne le sais pas, et c'est justement pour cela qu'il faut déconstruire», répond un responsable EDF.

...

**Le 28 novembre 2009** : LE TELEGRAMME de Brest titre : **Brennilis : les antinucléaires persistent et signent**

Nouvelle demande de débat national. «*Nous demandons à la commission d'enquête de ne pas autoriser le redémarrage du chantier de Brennilis tant qu'un débat national sur la question plus générale du démantèlement des centrales nucléaires n'aura été organisé*», explique Chantal Cuisnier, de Sortir du nucléaire.

"Dans une enquête publique, les gens peuvent avoir le sentiment que le scénario est déjà ficelé. Cela ne sert à rien de se déplacer. En revanche, une réunion publique offre des moyens d'accès au débat. Et celui-ci doit concerner beaucoup de monde, ne serait-ce qu'à travers la problématique du transport des déchets".

Reste la question : "Faut-il démanteler tout de suite ou après ?"

...

**Le 1 décembre 2009** : Chantal CUISNIER (Réseau Sortir du nucléaire) découvre que l'ACRO préconise de démanteler sans attendre et surtout de stocker ailleurs, dans l'Est, où il y a une couche d'argile...

Aucune solution de stockage n'existe à ce jour. Commencer le démantèlement du bloc réacteur pour entreposer les déchets les plus radioactifs en sous-sol de l'enceinte réacteur, juste en aval du barrage revient à aggraver les risques de dispersion radioactive.

Le temps du bilan et du débat doit être pris, le démantèlement n'est pas une opération banale, et les difficultés du dossier doivent faire s'interroger les citoyens sur la nécessité de continuer à produire des déchets radioactifs pour des millénaires.

...

**Le 8 décembre 2009** : en l'absence de débat public national, le Réseau Sortir du nucléaire demande à Mme Faysse, Présidente de la Commission d'enquête publique, de ne pas autoriser le démantèlement.

Nombreuses sont les démarches en faveur d'un tel débat : Premier ministre et ministres de l'écologie, Mr Borloo et Mme Kosciusko-Morizet. L'ASN s'est prononcée en faveur d'un tel débat. Pierre MAILLE, Président du Conseil général du Finistère et Président de la CLI a demandé au Ministre "d'en prendre l'initiative".

Malgré la demande de l'avocat du Réseau "Sortir du nucléaire", EDF refuse de communiquer l'étude de faisabilité détaillée qu'elle a menée en 1999 sur trois scénarios de démantèlement. Ces éléments sont pourtant évidemment nécessaires aux citoyens pour se prononcer en connaissance de cause sur ce qu'ils considèreraient comme la moins mauvaise solution.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce le fait qu'un démantèlement puisse être engagé, alors même qu'aucune solution n'est à ce jour opérationnelle pour assurer le stockage des déchets radioactifs qu'il générera.

Le démantèlement des installations nucléaires n'est pas une opération banale, avec de nombreux risques de contamination radioactive tant pour les travailleurs que pour la population. Cela nécessite l'ouverture d'un grand débat national qui concerne chaque citoyen et qui doit interroger sur la nécessité de continuer à produire des déchets radioactifs pour des millénaires.

...

**Le 11 décembre 2009** : Le laboratoire de Cosmoénergétique DELESTAGE dépose sur le registre d'enquête publique l'autopsie d'un rapport de complaisance :

<http://cosmoenergie.infini.fr/docs/CEACRO-2008.pdf>

qui prouve que l'affirmation selon laquelle la contamination des Monts d'Arrée par de l'actinium-227 serait d'origine naturelle...

On ne veut pas laisser le démantèlement aux générations futures. Notre responsabilité aujourd'hui, est de ne pas transmettre aux générations qui suivent des déchets qu'on ne sait pas gérer aujourd'hui, parce que nos pères nous ont laissé hier des centrales qu'ils ne savaient pas démanteler.

...

**Le 16 décembre 2009** : La CRIIRAD déclare que la meilleure solution est d'attendre 40 ans et non pas de procéder sans délai au démantèlement comme le prévoit le projet. Elle précise que le dossier pilote va servir de modèle à des dizaines de chantiers de démantèlement. Dans un tel contexte, ni l'exploitant, ni les autorités n'ont le droit de faire l'impasse sur l'analyse détaillée des avantages et inconvénients des différentes options et de leurs implications, que ce soit en termes de risques sanitaires, d'impact environnemental, de transports de déchets ou de capacités d'entreposage et de stockage.

La CRIIRAD demande donc, en préalable à toute décision, des études approfondies et un débat national ainsi qu'un moratoire sur le démantèlement complet.

...

**Le 27 mars 2010** : <http://www.romandie.com/ats/news/100327162207.z980p3gg.asp> donne un avis défavorable pour le démantèlement de l'ex-centrale nucléaire de Brennilis

Rejoignant les demandes formulées par plusieurs associations environnementales, la Commission d'enquête préconise la tenue d'un débat public national sur le démantèlement des centrales nucléaires en fin de vie "compte tenu du nombre d'installations nucléaires à l'arrêt ou en cours de démantèlement" et du fait "qu'aucun réacteur ne soit encore à ce jour démantelé".

Le réacteur de Brennilis sera le premier à être démantelé en France, et doit servir de test pour valider les procédures techniques pour la déconstruction intégrale d'ici 2025 d'autres centrales mises à l'arrêt depuis 1973.

...

**Le 28 mars 2010** : la commission d'enquête a estimé que **l'urgence de démanteler le bloc réacteur n'est pas démontrée**, tant sur le plan de la sécurité des travailleurs que sur celui de la protection de l'environnement.

**Des quantités énormes de tritium ont été rejetées dans l'environnement**, et l'ont forcément marqué. EDF a toujours refusé de communiquer le résultat des carottages effectués sur le site à l'arrêt du réacteur, permettant de connaître le **niveau de contamination radioactive des sols**.

Les associations tiennent à ce qu'enfin des études épidémiologiques soient menées pour que l'impact sanitaire soit établi, notamment par rapport aux travailleurs qui sont intervenus sur les circuits tritiés.

...

**Le 4 avril 2010**, une commission d'enquête du Sénat sur le coût réel de l'électricité s'est rendue sur le site de la centrale de BRENNILIS, sur fond d'interrogations sur le coût réel du démantèlement du parc français.

<http://www.romandie.com/news/n/ Cout du demantelement nucleaire les questions d une enquete senatoriale34220320121828.asp>

Brennilis, la doyenne des centrales françaises, **huit autres réacteurs sont en cours de démantèlement, pour un coût restant chiffré à 2,3 milliards d'euros, selon la commission d'enquête. L'estimation d'EDF est une estimation basse, a reconnu M. Poniatowski.**

Après Brennilis, la commission doit se rendre notamment à la centrale de Chooz, au futur site d'enfouissement de déchets de Bure (Meuse), ainsi que sur des sites de production solaire et des sites éoliens.

...

**Le 11 mai 2010**, Ouest France titre : **Brennilis : l'Autorité de sûreté nucléaire pour le démantèlement partiel**

[http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet\\_-Brennilis-l-Autorite-de-surete-nucleaire-pour-le-demantelement-partiel-39382-1370026\\_actu.Htm](http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_-Brennilis-l-Autorite-de-surete-nucleaire-pour-le-demantelement-partiel-39382-1370026_actu.Htm)

...

**Le 12 mai 2010**, Communiqué du Réseau Sortir du nucléaire : **Brennilis : inventaire radiologique nécessaire avant toute autorisation partielle.**

<http://sortirdunucleairecornouaille.org>

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article102172>

Les associations réclament un inventaire radiologique complet du site. Elles s'interrogent sur le devenir des déchets qui contiennent des éléments à longue vie radioactive pour lesquels il n'existe aucun stockage.

...

**Le 25 juillet 2010**, Le Républicain Lorrain titre : **Nucléaire : la fin de vie mouvementée de Brennilis**

<http://www.republicain-lorrain.fr/fr/permalien/article/3536145/Nucleaire-la-fin-de-vie-mouvementee-de-Brennilis.html>

<http://www.republicain-lorrain.fr/fr/images/get.aspx?iMedia=21033843>

"Aujourd'hui nous sommes en stand-by ! 40 personnes y travaillent pour la seule surveillance. Pour une question de procédure mise au jour par une association, le démantèlement complet engagé depuis 2007 est arrêté. Il faut tout recommencer », explique l'ingénieur d'EDF, qui rassure très vite son monde. "99,9 % de la radioactivité a été enlevée avec le déchargement du combustible, la vidange, le rinçage et le séchage des circuits opérés entre 1985 et 1992."

...

**Le 28 juillet 2010**, Le Canard Enchaîné écrit : **Brennilis : Il est plus facile de construire une centrale nucléaire que de la démanteler.**

Anniversaire : les 25 ans du "chantier exemplaire" du démantèlement de la centrale de Brennilis.

Il a déjà coûté vingt fois plus que les 30 millions d'euros prévus au départ. Si le démantèlement des 58 autres réacteurs atomiques français, autrement plus mahousses, est aussi catastrophique, on a quelques décennies de rigolade devant nous !

Obsolète à peine né, voici qu'un nouveau rôle lui est assigné : être le modèle du démantèlement, un processus que personne ne maîtrise puisque cela n'a jamais été fait...

Mais le chantier s'avère plus compliqué que prévu. Une fois le combustible retiré ainsi que l'eau lourde, les techniciens de Brennilis mettent un certain temps pour les envoyer à Cadarache. Leurs collègues, là-bas, renâclent à les récupérer. Plus grave : ils s'aperçoivent que la centrale fuit, laissant passer du tritium radioactif. Contraints de prendre des risques, les employés essaient de limiter la casse.

**En 1999, des employés sont contaminés au tritium.** L'incident fuite dans la presse. Des médecins travaillant pour EDF s'empressent de rassurer la population : les employés, avancent-ils sans rire, ont été exposés à une dose

qu'on pourrait comparer à celle d'un rayon cosmique reçu naturellement par le passager d'un avion faisant l'aller-retour entre Paris et San Francisco. Même pas un coup de soleil, quoi !

Sur place, c'est moins l'ambiance plage. Tandis que les élus réclament à cor et à cri un "retour à l'herbe", les ingénieurs sont en pleine crise. "Le CEA disait que démanteler entièrement n'était pas possible, tandis qu'EDF de son côté assurait que ses gars réussiraient", raconte Michel Marzin. En 2000, l'Etat désigne EDF comme seul responsable de Brennilis, le CEA est relégué comme simple conseiller.

Alarmées par les rumeurs de contamination, les associations de protection de la nature commencent à vraiment s'inquiéter.

Aucun endroit n'existe pour accueillir les déchets à radioactivité longue tel le cobalt 60.

La Criirad trouve du tritium en quantité mille fois supérieure à la normale (2 540 becquerels par litre) dans les mousses près de la centrale, ainsi que du cobalt 60. Le réseau Sortir du nucléaire dépose aussi une requête au Conseil d'Etat, afin de casser l'autorisation d'EDF. Et elle gagne. "Un simple problème de procédure", dit-on au service de presse d'EDF. A Brennilis, les élus, furieux, accusent les écologistes de casser les emplois, soit une petite centaine de postes, la plupart en intérim.

Mais pour EDF le pire est à venir : le 28 mars, une enquête publique a rendu un avis défavorable sur le démarrage de la déconstruction du réacteur, pour cause de mise en danger de l'environnement et de la santé des travailleurs.

Sur la base d'un coût de 450 millions d'euros par centrale (hypothèse la plus « basse » selon la Cour des comptes), 30 milliards d'euros sont mis en réserve en France pour le démantèlement, dont 10 par EDF.

...

**2011.** Nouveau décret autorisant le démantèlement partiel. Sont concernés par ces travaux : la station de traitement des effluents, les échangeurs de chaleur et l'assainissement de l'ancien chenal de rejet des effluents. Des travaux préparatoires au démantèlement « complet » (celui du réacteur) sont mis en œuvre. Les équipes sécurisent et aménagent les locaux.

...

#### **Le 14 juin 2012 : Début d'assainissement du chenal**

L'opération se fera sur une profondeur de 60cm. **Les terres seront traitées en tant que déchets nucléaires TFA (Très faible activité) et acheminées sur le Cires, Centre de stockage de l'Agence nationale des déchets radioactifs, à Morvilliers, dans l'Aube.** "Les niveaux de contamination sont très faibles, de l'ordre du bruit de fond ambiant des éléments radioactifs présents naturellement sur le territoire (entre 50 et 100 nSv/h). La dizaine d'intervenants n'a donc pas besoin de porter des tenues et protections spécifiques", précise EDF.

<http://www.letelegramme.com/ig/generales/regions/finistere/centrale-de-brennilis-debut-d-assainissement-du-chenal-14-06-2012-1737257.php>

...

#### **Le 22 novembre 2012, Planète sans Visa écrit : Brennilis, une centrale nucléaire pour l'éternité**

<http://fabrice-nicolino.com/index.php/?p=1428>

Ce devait être la vitrine du démantèlement des centrales nucléaires. C'est devenu une gabegie. Un foutoir dont les travaux ont commencé en 1985. Dernier gag : EDF ne sait plus où mettre les déchets, et ne peut donc plus démonter le réacteur.

Christian Frémont avait écrit en 1995 : "EDF, le CEA ont déclaré leur intention de faire de cette opération une vitrine. Il faudra y veiller !".

Il y a du tritium dans l'air, et, en certains points, des concentrations de 3 000 becquerels par kilo de césium 137, alors qu'on ne devrait pas en trouver plus de 50.

Brennilis ne peut être démantelée, car ses déchets doivent aller dans l'Ain. Or, le tribunal administratif de Lyon a annulé le permis de construire de l'usine Iceda, mettant tout le projet à terre.

...

**Le 4 juillet 2016, Le Télégramme titre : Brennilis. Démantèlement à petits pas**

<http://www.letelegramme.fr/bretagne/brennilis-demantelement-a-petits-pas-04-07-2016-11133847.php#closePopUp>

Compte tenu des retards cumulés, EDF a dû demander une prolongation, jusqu'en 2018, du décret de démantèlement partiel de la centrale de Brennilis.

En septembre 2015, un incendie s'est déclaré sur le chantier de démontage des échangeurs. Lors du conditionnement de la scie qui avait été utilisée pour les découper, une étincelle provenant d'une meuleuse a mis le feu à un chiffon imprégné d'un produit décontaminant hautement inflammable. Le début d'incendie a pu être maîtrisé avant qu'il ne prenne de l'ampleur, mais il a fallu procéder à des inspections et revoir les procédures de sécurité.

Autre incident, survenu en novembre : le basculement d'un engin de tri de gravats qui a renversé son chargement à la suite d'une collision avec un autre véhicule. Là aussi, il a fallu revoir les procédures.

Et, au bout du compte, reprendre l'ensemble des analyses préalables à la phase finale du chantier. Laquelle aura été reportée d'environ un an, puisqu'EDF prévoit de reprendre les travaux au second semestre de cette année.

...

**Le 19 juillet 2016, la Fédération Anti-nucléaire Bretagne communique : Démantèlement partiel de Brennilis : EDF réclame encore une prolongation. Il est plus urgent d'arrêter les centrales que de les démanteler.**

La centrale de Brennilis est arrêtée depuis plus de 30 ans et son démantèlement "tellement dément" n'en finit pas. Ce devait être la vitrine, elle en illustre le fiasco démontrant que le nucléaire est dans l'impasse. La Fédération anti-nucléaire Bretagne s'opposera à sa mise en chantier au vu de l'amateurisme pratiqué.

La priorité est d'arrêter toutes les installations nucléaires, puis de réfléchir comment le démantèlement de ces installations peut être mené, le moins mal possible d'un point de vue environnemental et sanitaire. Ce débat ne peut être mené sereinement que lorsqu'il sera déconnecté de l'enjeu de prolonger cette industrie mortifère et d'imposer de façon autoritaire le projet dangereux d'enfouissement des déchets nucléaires appelé CIGEO.

...

**Le 16 octobre 2017, Ouest France dévoile L'intérieur du chantier de la centrale de Brennilis**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/chateaulin-29150/l-interieur-du-chantier-de-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-5317242>

Les ouvriers utilisent des brokk, des robots télécommandés pour la démolition du radier (plancher) de la station de traitement des effluents.

**"Nous avons abattu une partie des murs, raconte le directeur du site, Jean Cucciniello. Mais la structure devenait fragile."** Problème : la nappe phréatique située en dessous du bâtiment risquait de gonfler avec les intempéries. La désormais fragilité du bâtiment en partie déconstruit n'aurait alors pas permis l'étanchéité totale de la station de traitement.

Chaque ouvrier ne peut rester plus de deux heures d'affilée dans ces locaux. Ils sont une vingtaine à y travailler. Quand ceux-ci sortent du local, leur radioactivité est soigneusement mesurée.

**"À 99 %, ces déchets sont très faiblement radioactifs, précise Jean Cucciniello. Ils seront entreposés dans l'Aube, à Morvilliers. Les 1 % faiblement radioactifs restant iront à Soulaïnes".**

**Démarrée en 1992, la déconstruction devrait être achevée en 2030. Il aura fallu 38 ans ! « En général, la déconstruction est plus longue que la construction », reconnaît le directeur du site. Et le site de Brennilis est un prototype en la matière. Les méthodes, empiriques mais soigneusement étudiées et consignées, serviront aux autres centrales.**

...



**Les 12 et 13 décembre 2017, Romandie News et Le Moniteur confirment : La centrale de Brennilis ne sera complètement démantelée qu'après 2030**

<https://www.romandie.com/news/La-centrale-de-Brennilis-ne-sera-completement-demantelee-qu-apres-2030/871985.rom>

<https://www.lemoniteur.fr/article/la-centrale-nucleaire-de-brennilis-ne-sera-completement-demantelee-qu-apres-2030-35128193>

Le démantèlement de la centrale de Brennilis ne devrait être complètement achevé qu'après 2030, soit plus de 45 ans après sa mise à l'arrêt. Viendra la réhabilitation du site, qui pourra alors être affecté à un autre usage industriel.

Hors interruptions, le démantèlement de la centrale aura demandé près de 30 ans de travaux.

Ce chantier, "est une première", a expliqué le directeur du site. "Non seulement c'est un prototype mais en plus c'est une filière complexe et spécifique sur laquelle on n'a pas de retour d'expérience ou de durée éprouvée des cadences".

Le responsable n'a pas voulu donner de coûts du démantèlement. "Ce que nous impose la loi, c'est d'avoir des provisions, des capacités financières pour le démantèlement. On se conforme à la loi", a ajouté M. Cucciniello.

En 2005, la Cour des comptes avait estimé le coût du démantèlement de Brennilis à 482 millions d'euros, soit 20 fois plus qu'estimé en 1985.

...

**Le 15 juillet 2018, Seizh publie : Centrale nucléaire de Brennilis : les associations contre le bilan 2017 de la CLI**

<http://7seizh.info/2018/07/15/centrale-nucleaire-de-brennilis-les-associations-contre-le-bilan-2017-de-la-cli/>

Les représentants des associations se sont exprimés contre l'approbation du bilan 2017 de la CLI des Monts d'Arrée en raison du refus de l'exploitant (EDF) de communiquer sur les coûts financiers du démantèlement.

...

**Le 30 septembre 2019, 20 minutes publie : A Brennilis, le démantèlement complet de la centrale n'est pas pour demain**

<https://www.20minutes.fr/societe/2616595-20190930-bretagne-brennilis-demantelement-complet-centrale-nucleaire-demain>

L'Autorité de sûreté nucléaire a demandé à EDF de revoir sa copie sur le démantèlement du bloc réacteur.

L'opérateur prévoit une durée totale des travaux de dix-sept ans.

Un temps annoncé **pour 2030**, son démantèlement complet n'interviendra finalement pas avant 2039, soit près de **cinquante-cinq ans** après l'arrêt de toute production d'électricité sur le site.

Fin juillet 2018, EDF a également déposé auprès des autorités son dossier de démantèlement de la centrale. Après un premier examen, l'ASN a demandé à EDF de revoir son dossier de 3 000 pages. "Le dossier est incomplet", souligne Laurent Palix, de l'ASN.

...

**Le 14 mars 2021, Le TELEGRAMME publie : Santé : EDF conteste l'idée d'une nocivité du tritium de la centrale de Brennilis**

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/brennilis-enquete-sur-la-pollution-de-la-centrale/sante-edf-conteste-l-idee-d-une-nocivite-du-tritium-de-la-centrale-de-brennilis-14-03-2021-12718427.php>

Les opposants au nucléaire sont convaincus du rôle du tritium dans des cancers déclarés chez d'anciens salariés de la centrale de Brennilis. EDF argue qu'aucune preuve n'existe.

Selon Michel Marzin, ancien salarié de la centrale de Brennilis, "le tritium s'introduit partout même dans l'ADN et il y reste et fait des dégâts". Sa nocivité serait telle que le tritium serait à l'origine de cancers, affirme l'opposant.

D'après lui, d'anciens salariés seraient morts avant l'âge de la retraite. À Huelgoat (29), les gens disaient : "Ceux qui ont travaillé à la centrale meurent jeunes. J'ai fait une petite étude : **la moitié des personnes qui travaillaient à la centrale, en 1983, étaient morts en 2003**... Quand autant de gens meurent, il se passe forcément quelque chose... Mais si tel était le cas, pourquoi n'y a-t-il jamais eu d'enquête ouverte ? Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA, ancien propriétaire de la centrale) versait un an de salaire à la veuve, ce qui évitait ainsi toute plainte...", selon Michel Marzin.

...

Le 14 mars 2021, Le TELEGRAMME publie : **Enquête sur la pollution au tritium de la centrale de Brennilis**

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/brennilis-enquete-sur-la-pollution-de-la-centrale/la-centrale-de-brennilis-rejette-t-elle-toujours-du-tritium-radioactif-14-03-2021-12718426.php>

De nombreuses polémiques opposent, depuis des années, EDF, actuel propriétaire du site de Brennilis (29), en cours de démantèlement, et les anti-nucléaire. Parmi eux, Michel Marzin, ancien salarié de la centrale, pour qui EDF rejetterait des eaux de la nappe phréatique, polluées au tritium, une version radioactive de l'atome d'hydrogène. EDF dément.

Une enquête publique est prévue en 2021

Une enquête publique devrait avoir lieu cette année avant l'obtention du décret de démantèlement complet souhaité pour 2022 pour un début des travaux (d'une durée de 17 ans) en 2023 et un montant de quelque 3,7 milliards d'euros d'ores et déjà provisionnés, assure EDF. Si le planning avance, les questionnements, eux aussi, continuent de progresser.

...

Le 14 mars 2021, Le TELEGRAMME publie : **"Il y a une contamination résiduelle, on ne le cache pas", reconnaît le directeur de la Centrale de Brennilis**

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/brennilis-enquete-sur-la-pollution-de-la-centrale/il-y-a-une-contamination-residuelle-on-ne-le-cache-pas-reconnait-le-directeur-de-la-centrale-de-brennilis-14-03-2021-12718429.php>

Le directeur du site de la centrale de Brennilis, Jean Cucciniello, ne le cache pas : il reste ici une contamination résiduelle des nappes phréatiques.

Deux faits notables sont survenus pendant la période d'exploitation de la centrale : une fuite au niveau du bâtiment de la station de traitement des effluents (STE), et un incident, en 1988, survenu dans un local, connu sous le nom « d'incident Sulzer ».

**1988 : « C'est le plus gros cas en terme radioactif »**

« Concernant la STE, le bâtiment a été démantelé et nous sommes dans l'attente de la décision de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) pour valider l'atteinte des résultats. Pour l'événement de 1988, il y a eu une grosse fuite de tritium pendant la phase d'arrêt, c'est le plus gros cas en terme radioactif. Les mesures ont montré qu'il n'y avait pas d'impact. Les contrôles de l'eau de nappes réalisés montrent l'absence de radioactivité mais l'assainissement est prévu dans le dossier de démantèlement complet.

...

Le 14 mars 2021, Le TELEGRAMME publie : **Centrale de Brennilis : "On demande à EDF d'arrêter de rejeter dans le lac !"**

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/brennilis-enquete-sur-la-pollution-de-la-centrale/centrale-de-brennilis-on-demande-a-edf-d-arreter-de-rejeter-dans-le-lac-14-03-2021-12718435.php>

Selon Michel Marzin, opposant à la centrale, EDF rejeterait de l'eau non-traitée pour diluer les pollutions. EDF réfute ces accusations. La commission locale d'information s'est saisie du dossier.

"Ça fait 20 ans qu'on dilue, 20 ans qu'on gueule et 20 ans qu'ils continuent ! Il y a une pompe sous le réacteur et qui rejette dans le lac pour diluer. Or l'article R1333-8 du code de la santé interdit la dilution. Je demande d'arrêter ça".

### **La commission locale d'information va interroger l'Autorité de sûreté nucléaire**

Michel Marzin, opposant à la centrale, argumente : "EDF n'a pas produit les analyses de l'eau qui sort de dessous le réacteur. Or il reste du tritium sous le réacteur et on en trouve des traces jusqu'à Saint-Herbot. Je demande à ce qu'on fasse des analyses sérieuses". Sa demande est claire : "Qu'EDF arrête de rejeter dans le lac de Brennilis et qu'elle traite l'eau avant de rejeter. Et que des analyses soient faites, et des analyses très fines". Michel Marzin a écrit une lettre à la présidente de la CLI des monts d'Arrée, Armelle Huruguen, en ce sens. "Nous souhaitons que soit produit un courrier de la CLI demandant à l'ASN son avis sur la poursuite des rejets dans le lac", peut-on lire.

Contactée, Armelle Huruguen, également vice-présidente au sein du conseil départemental du Finistère, répond : "Quand on reçoit ce type de courrier, il faut qu'on sache de quoi on parle. On parle du lac ? De la réserve de Saint-Herbot ? Il faut qu'on soit d'accord sur les mêmes données de départ. Demander à l'ASN de surveiller la poursuite de rejets dans le lac, j'y suis favorable. Sur le principe il n'y a pas de soucis ; mais tel qu'il est, là, le courrier nécessite des compléments. Je ne le ferai donc qu'avec des éléments très précis pour interroger l'ASN. Je vais donc demander à l'Acro de vérifier de quoi on parle de façon à ce que le courrier qu'on transmet soit le plus précis possible".

**Ça fait 20 ans qu'on dilue, 20 ans qu'on gueule et 20 ans qu'ils continuent !**

**EDF : « On a seulement des rejets d'eaux pluviales ! »**

De son côté, EDF l'affirme : "La centrale ne génère aucun rejet d'effluents radioactifs liquides depuis 1993". Sur le site des monts d'Arrée, il existe une seule source d'effluents gazeux radioactifs. Il s'agit des systèmes de ventilation des bâtiments nucléaires. Ces effluents, qui sortent par la cheminée et qui sont rejetés dans l'air, contiennent bien, entre autres, du tritium "mais ils sont contrôlés en permanence ! Et les rejets gazeux sont bien inférieurs à la limite autorisée", rappelle le directeur. Selon EDF, l'exposition des populations autour du site des monts d'Arrée à ces rejets d'effluents radioactifs atmosphériques est plus de **10 000 000 fois inférieure à la limite réglementaire** fixée. EDF possède une autorisation de prélèvement de l'eau d'environ 750 000 m<sup>3</sup> par an, en réalité quelque 450 000 m<sup>3</sup> sont prélevés et "restitués avec des contrôles. On n'a strictement aucune contamination, on est conformes à la réglementation", affirme le directeur. "On a seulement des rejets d'eaux pluviales ! Le reste, c'est de la restitution au milieu d'eau de nappe pompée et contrôlée", ajoute-t-il. Si 99,9 % de la radioactivité a disparu en enlevant le combustible, reste 0,1 %. "Les déchets radioactifs n'ont aucune interaction avec les eaux (nappe et cours d'eau)", assure EDF. Pour le directeur du site, les seuls risques sont « internes », d'où sa volonté affichée de sécuriser les salariés : "Il n'y a aucun risque d'accident nucléaire ni pour la population ni pour l'environnement [NDLR. il reste encore un tiers de déchets radioactifs sur le site]. On envisage des robots télécommandés à distance pour limiter tout risque pour les salariés, lors du démantèlement".

...

**Le 23 mars 2021, Ouest France et LE TELEGRAMME publient : Centrale de Brennilis. Un groupe de travail se penche sur la présence de tritium**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/centrale-de-brennilis-un-groupe-de-travail-se-penche-sur-la-presence-de-tritium-65333e98-8c12-11eb-af9c-978fef3a9111>

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/brennilis-enquete-sur-la-pollution-de-la-centrale/centrale-de-brennilis-la-cli-se-penche-sur-la-problematique-du-tritium-24-03-2021-12724594.php>

La commission locale d'information des monts d'Arrée a organisé un nouvel atelier sur le tritium.

Les exposés ont porté sur ce qu'est cet isotope, comment il agit, ce que l'on sait de ses effets sur la santé, la réglementation qui l'entoure en conséquence, les causes de sa présence à Brennilis, le suivi dont il fait l'objet dans l'environnement et l'état des lieux aujourd'hui.

À l'issue des présentations, les représentants de l'[Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire](#), de l'[Autorité de sûreté nucléaire](#) (ASN), de l'exploitant de la centrale (EDF), de l'[Association pour le contrôle de la radioactivité dans](#)

*[l'Ouest](#) (Acro) ont pu apporter un certain nombre de réponses aux questions soulevées (le niveau de concentration de tritium admis, la pertinence des statistiques au regard des choix méthodologiques...).*

*À l'instar des autres ateliers qui ont pu se tenir sur l'étude d'impact du démantèlement complet de la centrale, et l'arrêt du rabattement de nappes, cette rencontre fait l'objet d'un relevé des échanges qui sera publié sur le site de la CLI ([www.finistere.fr/A-votre-service/Environnement/CLI-des-Monts-d-Arree](http://www.finistere.fr/A-votre-service/Environnement/CLI-des-Monts-d-Arree)) dans les prochains jours.*

...

**Le 16 juillet 2021, France bleu publie : Le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis sera achevé en 2040**

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/le-demantelement-de-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-sera-acheve-en-2040-1626362472>

*Le démantèlement de la centrale de Brennilis, sera terminé à l'horizon 2040 et aura coûté 840 millions d'euros, indique le Conseil départemental du Finistère. Ces opérations ont débuté il y a plus de 35 ans.*

...

**Le 22 octobre 2021, Ouest-France titre : Nucléaire. Une enquête publique exceptionnelle pour achever le démantèlement de Brennilis**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/nucleaire-une-enquete-publique-exceptionnelle-pour-achever-le-demantelement-de-brennilis-5f0a91ca-2fef-11ec-9a1f-756374ee363f>

*Une nouvelle enquête publique, d'une durée exceptionnellement longue, doit débuter mi-novembre. La population sera invitée à donner son avis.*

*Et si Brennilis (Finistère) **accédait enfin à la phase de "démantèlement complet"** de sa centrale nucléaire ? C'est ce qu'espèrent les équipes d'EDF qui déconstruisent cet équipement inédit dans le paysage breton, à l'arrêt depuis 1985.*

*Après trente-six années passées à enlever les matériaux « conventionnels » et faiblement radioactifs, le gestionnaire attend aujourd'hui de pouvoir toucher au cœur de l'équipement, à savoir le réacteur, là où était produite l'énergie, et donc la partie la plus sensible de la centrale.*

...

**Le 9 novembre 2021, Ouest France titre : Brennilis. Une réunion publique sur le démantèlement de la centrale nucléaire**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/brennilis-une-reunion-publique-sur-le-demantelement-de-la-centrale-nucleaire-b5f4c920-418c-11ec-b9a8-c139a16a14c6>

*L'étape finale du démantèlement va s'ouvrir et sera accompagnée d'une enquête publique du 15 novembre 2021 au 3 janvier 2022.*

*Pour répondre aux interrogations du public, seront présents des représentants de la préfecture, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), le directeur du site EDF, la présidente et des membres de la Commission locale d'information (CCLI) des monts d'Arrée, ainsi que l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest (Acro) qui épaula la CLI sur les domaines d'expertise.*

*La CLI proposera aux habitants de venir s'informer, donner leur avis et faire part de leurs vigilances au sein d'une plateforme en ligne accessible tout au long de l'enquête publique.*

...

**Le 14 novembre 2021, Ouest France et France Bleu titrent : L'enquête publique sur la centrale nucléaire de Brennilis débute ce lundi 15 novembre 2021**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/l-enquete-publique-sur-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-debute-ce-lundi-15-novembre-2021-5f9b4d2c-4567-11ec-bf27-b4c12ddb3050>

<https://www.francebleu.fr/infos/environnement/l-enquete-publique-debute-sur-le-demantelement-de-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-finistere-1636949513>

Il sera possible de consulter les dossiers entièrement numérisés, et de porter des remarques sur le registre directement sur un site Internet dédié spécialement :

<https://demantelement-centrale-brennilis.enquetepublique.net>

ou de communiquer avec les commissaires d'enquête à cette adresse :

[demantelement-centrale-brennilis@enquetepublique.net](mailto:demantelement-centrale-brennilis@enquetepublique.net).

EDF affirme que ce chantier est sans risque pour l'environnement et la population, mais "le stockage définitif n'a toujours pas commencé à être construit dans la Meuse", rappelle Chantal Cuisnier, porte-parole de Sortir du Nucléaire, Cornouaille. "EDF et le CEA ont recommandé d'attendre au moins 50 ans, car il y aurait eu une décroissance de la cuve, très radioactive, qui aurait permis de moins exposer les travailleurs et de générer moins de déchets."

...

**Le 6 décembre 2021, La Tribune publie : Centrale de Brennilis : le sensible démantèlement du réacteur nucléaire en consultation**

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/centrale-de-brennilis-le-sensible-demantelement-du-reacteur-nucleaire-en-consultation-897893.html>

Le gestionnaire EDF souhaite rassurer les habitants sur le scénario de déconstruction choisi et qui prévoit dix-sept ans de chantier.

Pour mieux expliquer sa démarche et son scénario de déconstruction, EDF a demandé que l'enquête publique se déroule sur un temps long de sept semaines.

"Il n'y a pas de risque pour le public et l'environnement, seuls les employés seront contrôlés. D'après notre scénario le plus sévère d'une famille qui vivrait sur le site démantelé, et ne se nourrirait que de son potager et boirait l'eau de son puits, il n'y aurait pas de contamination."

Selon EDF, l'étude d'impact montre "l'absence d'incidence sanitaire et environnementale. Toutes les activités à caractère radiologique seront réalisées à l'intérieur d'un confinement avec une double filtration, et l'absence de rejets radioactifs liquides."

Se pose toutefois la question des déchets, puisque la déconstruction devrait en générer 8.000 tonnes, faiblement à moyennement radioactives. Les deux-tiers des déchets radioactifs (19.000 tonnes environ) ont déjà été évacués vers les centres de stockage pendant le démantèlement partiel.

"Tous les déchets ont trouvé un exutoire", a assuré aux habitants, le directeur technique Joël Truffet. "La plupart seront envoyés dans des centres de stockage, dans l'Aube. Des déchets à vie longue pourraient, eux, finir dans le futur centre de stockage profond de Bure, dans la Meuse."

Les équipes de la centrale de Brennilis veulent aussi convaincre les habitants sur un autre point, alors que le président Macron a annoncé, début octobre dans le cadre du plan "France 2030", [l'investissement d'un milliard d'euros d'ici à 2030 pour la construction de mini-centrales nucléaires \(SMR\)](#).

"Le choix d'un état final tout usage permet de répondre à la vocation industrielle non nucléaire, proposée par EDF, afin de se projeter sur le maintien d'une activité économique et des relais de croissance sur le site", ajoute EDF. Ce choix ouvre également la possibilité de développer d'autres projets d'activités selon les orientations du territoire."

En clair, "tout ce qui est fait ici est inédit, mais il n'y aura pas de SMR à Brennilis", indiquait récemment le directeur du site, cité dans la presse locale.

La commission d'enquête, présidée par Danielle Faysse, disposera d'un délai de trente jours à partir de la date de clôture pour examiner les observations, et notamment les plus argumentées, puis adresser son rapport.

Sur les sept premières pages d'observations que l'on peut consulter en ligne, les avis du public vont plutôt dans le sens d'un démantèlement. Au-delà de la population, l'enquête publique mobilise aussi les écologistes bretons.

Le 12 novembre, les groupes du conseil régional, Les Écologistes de Bretagne et Breizh a-gleizh, ont adressé à la presse un communiqué "portant sur l'échec du démantèlement de la centrale de Brennilis".

...

Le 10 décembre 2021, Ouest-France titre : **REPORTAGE. Autour de la centrale nucléaire de Brennilis, la nature sous haute surveillance.**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/en-images-autour-de-la-centrale-de-brennilis-la-nature-sous-haute-surveillance-671c14ce-579f-11ec-98d9-226f24a3b94d>

On l'appelle "la grosse". Une fois par mois, un agent d'une société sous-traitante d'EDF fait une tournée environnementale poussée, dans les environs de la centrale de Brennilis (Finistère) en déconstruction. En divers points du canton, il passe une matinée à prélever l'air et l'eau qui pourraient être anormalement irradiés.

Une dizaine de flacons remplis d'eau de pluie, de celle du lac Saint-Michel ou de l'Ellez qui coule près de la centrale, quatre biberons dans lesquels barbotent les gaz ambiants, trois filtres semblables à ceux des machines à café qui captent les aérosols du jour, sept dosimètres éparpillés dans la nature comme autant d'indices de géocaching, et parfois des sacs de tontes de pelouse, et trois litres de lait produits par les vaches d'exploitations situées dans les 5 km de l'installation nucléaire. Drôles de collectes que celles de l'agent chargé des tournées environnementales pour la centrale nucléaire de [Brennilis \(Finistère\)](#) en déconstruction.

Des analyses sont remises en cause.

...

Le 11 décembre 2021, Ouest-France pose la question : **Le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis intéresse-t-il encore ?**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/rencontre-le-demantelement-de-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-interesse-t-il-encore-e4cd407a-5798-11ec-98d9-226f24a3b94d>

Il n'y a personne dans les permanences.

**"On voit des élus et des journalistes. Mais sinon, personne."** Triste constat pour les membres de la Commission d'enquête. Depuis [l'ouverture de la consultation de la population quant au projet de démantèlement complet de la centrale nucléaire de Brennilis, le 15 novembre 2021](#), il n'y a personne dans les permanences tenues dans les mairies de Loqueffret et de Brennilis.

« Ça fait partie de l'histoire locale »

Si une soixantaine de commentaires ont été déposés [sur le site internet de la préfecture du Finistère](#), les cahiers d'observations à disposition du public dans quinze communes des monts d'Arrée sont désespérément vides. **"Ça fait plusieurs décennies que la centrale est à l'arrêt, et elle fait partie de l'histoire locale, j'ai l'impression que ça n'intéresse pas la population"**, lâche Danielle Faysse.

...

Le 11 décembre 2021, on peut lire dans la presse locale : **Pour les antinucléaires, il n'existe "aucune solution satisfaisante pour les déchets radioactifs"**.

[https://lorient.maville.com/actu/actudet\\_-pour-les-antinucleaires-il-n-existe-aucune-solution-satisfaisante-pour-les-dechets-radioactifs-fil-4980697\\_actu.Htm](https://lorient.maville.com/actu/actudet_-pour-les-antinucleaires-il-n-existe-aucune-solution-satisfaisante-pour-les-dechets-radioactifs-fil-4980697_actu.Htm)

Dans un document publié le **10 novembre 2021**, l'Association **Sortir du nucléaire en Cornouaille** avance ses **arguments** à l'heure de l'enquête publique sur le démantèlement de la centrale de Brennilis (Finistère).

Pour sa porte-parole, Chantal Cuisner, Brennilis est déjà la démonstration que le démantèlement des centrales nucléaires est un problème.

Il a fallu plus de vingt ans à EDF pour venir à bout du démantèlement de la station de traitement des effluents (STE). De la contamination a été laissée dans les sous-sols de la STE et du bâtiment des combustibles irradiés (BCI).

Les militants écologistes s'interrogent sur le démantèlement des 56 prochains réacteurs en France : "A Brennilis, l'horizon du démantèlement complet est envisagé pour 2040. Encore ne s'agit-il ici que d'une petite centrale. Que sera le démantèlement des 18 grosses centrales avec leurs 56 réacteurs ? "

**Mais : Peu de monde et de questions à la réunion sur le démantèlement de la centrale de Brennilis**

Une quarantaine de personnes seulement dont une quinzaine travaillant à la centrale, la sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, des élus des communes voisines et des membres de la CLI des monts d'Arrée ont fait le déplacement.

Vient ensuite le temps des questions du public. **"La provision des 300 millions d'euros pour les travaux de démantèlement complet de Brennilis est faite par ceux qui imaginent Flamanville ? "** Ça pique et ça milite gentiment dans l'assistance.

Anne, venue en riveraine, s'interroge : **"Vous parlez d'un stockage provisoire des déchets les plus radioactifs avant de les faire à nouveau transiter sur les routes de France. Mais provisoire, ça veut dire quoi ? Pourquoi ne pas décaler le démantèlement en ce cas ? "**

C'est Stanislas Massieux, de l'ASN, qui répond. **"En France, nous suivons la doctrine qui dit que ce n'est pas aux générations futures de régler la question du démantèlement de nos installations. Il y a aussi un enjeu à déconstruire au plus vite, dans le sens où la connaissance et ceux qui ont construit sont encore là."**

Nicolas, de Plounéour-Ménez se demande, lui, **"par où vont transiter les 30 tonnes de déchets radioactifs destinés à rejoindre le site du Bugey (Ain) ? Avec une escorte ? Et que se passe-t-il en cas d'embouteillage ou d'accident ? "** - Réponse du directeur de la centrale : **"Ce sont des transports agréés mais il n'y a pas d'escorte car ce n'est pas du combustible, nous sommes sur des déchets inertes. "**

Quant aux containers qui transporteront les colis de déchets, **"ils sont faits pour résister à des agressions et chocs très poussés et soumis à des tests rigoureux"**, complète Adrien Manchon, de l'ASN.

L'Acro, l'association citoyenne d'information et de surveillance de la radioactivité, basée en Normandie, invitée à participer à la réunion, pondère en visioconférence l'exposé qui vient d'être fait. **"C'est une approche très théorique du risque radiologique, faite selon des calculs et sur des radionucléides très difficiles à mesurer,** regrette son représentant, Pierre Barbet. **Je m'interroge sur les rejets lors du démantèlement et sur la surveillance qui pourra être faite."**

Avant de concéder : **"Je dois reconnaître les efforts de l'exploitant pour mettre à disposition les nombreuses pages de documents. Même des citoyens qui ne peuvent pas se déplacer peuvent consulter sur internet. Une différence par rapport à 2009. "**

**Autrement dit, : A Brennilis, le nucléaire ne mobilise plus.**

...

C'est ce qu'écrit LE MONDE, le 28 décembre 2021.

[https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2021/12/28/la-radioactivite-ca-ne-se-voit-pas-ca-ne-se-sent-pas-donc-les-gens-s-en-fichent-a-brennilis-le-nucleaire-ne-mobilise-plus\\_6107467\\_4500055.html](https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2021/12/28/la-radioactivite-ca-ne-se-voit-pas-ca-ne-se-sent-pas-donc-les-gens-s-en-fichent-a-brennilis-le-nucleaire-ne-mobilise-plus_6107467_4500055.html)

"La radioactivité, ça ne se voit pas, ça ne se sent pas, donc les gens s'en fichent" : à Brennilis, le nucléaire ne mobilise plus.

Ils ne souhaitent pas répondre à la question : **« Approuvez-vous ou non le plan de démantèlement complet proposé par EDF ? »**

"La radioactivité, ça ne se voit pas, ça ne se sent pas, donc les gens s'en fichent", déplore, désabusée, **Bernadette Lallouet**. Voilà des années que cette habitante de Berrien, à 15 kilomètres de l'ancienne centrale, suit le dossier de près pour l'association **Vivre dans les monts d'Arrée**. Comme les autres organisations antinucléaires, elle milite pour que l'installation reste en l'état, le temps que la radioactivité diminue.

"C'est un sujet hyper compliqué, soulève une retraitée de 71 ans. On vulgarise, on est présents aux réunions publiques pour expliquer, mais ce sont souvent les mêmes que l'on retrouve."

"Dans notre village, on connaît tous quelqu'un qui travaille ou qui a travaillé à la centrale. Elle a apporté beaucoup de boulot. On n'a pas peur du démantèlement, au contraire tout le monde regarde comment il va se passer. Personne ne parle du sujet dans la commune, et encore moins de l'enquête publique."

"Il y a une sorte de nostalgie de cette centrale qui fait partie du paysage depuis soixante ans", commente le premier édile, Alexis Manac'h. Le site, et en particulier le moment de sa construction, marque un âge d'or pour ce territoire breton enclavé, où les perspectives d'emploi sont faibles. En 1968, au lancement de la machine, la commune a atteint un pic de 760 habitants. Ils étaient, d'après l'Insee, 437 en 2018.

Près de 300 personnes travaillaient pour l'infrastructure nucléaire et il en reste 80 aujourd'hui. Aux abords de l'école, les voix convergent : "Le démantèlement va se faire de toute façon." Alors, à quoi bon donner son avis quand le sort est, pour beaucoup, déjà scellé ? La commission de l'enquête publique présidée par Danielle Faysse rendra son rapport courant février 2022, pour de potentiels débuts de travaux en 2023.

...

**Le 12 décembre 2021, Ouest-France titre : VIDÉO. Centrale de Brennilis : pourquoi et comment démanteler le bloc réacteur à distance ?**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/video-pourquoi-et-comment-demanteler-le-bloc-reacteur-de-brennilis-a-distance-f99b070b-8562-390d-90ec-3589b271c5a6>

C'est dans cette partie, située au cœur de la centrale, sous le dôme en béton que l'on voit d'un peu partout dans les monts d'Arrée, qu'était injecté l'uranium nécessaire à la production de chaleur. C'est donc la partie la plus radioactive de l'installation nucléaire et a fortiori celle qui demande le plus de précautions pour être déconstruite.

Hors, se protéger, s'équiper et contrôler sa radioactivité prend du temps. Plusieurs dizaines de minutes, chaque jour et pour chaque travailleur qui intervient dans la centrale. Et ce, alors que le chantier n'en est qu'à approcher le cœur du bloc réacteur.

Dans le détail, qui veut accéder à l'enceinte du réacteur (dôme en béton) doit enfiler chaussettes, t-shirt, combinaison, masque, casques, lunettes et charlotte. Il faut ensuite s'équiper et activer un dosimètre qui mesure la radioactivité ambiante, faire un auto-contrôle face à un miroir, puis passer plusieurs « check points ». Aller dans le bloc réacteur où les tuyauteries occupent encore tout l'espace, c'est doubler l'équipement... et donc le temps à y consacrer. Idem à la sortie !

**"Pour protéger les travailleurs de l'irradiation et de la contamination, le démantèlement du bloc réacteur sera donc fait par des robots télécommandés"**, explique la direction de la centrale. Dans la cuve, un robot à bras évolutif équipé de caméras et de sondes sera utilisé. Un laser effectuera les découpes sur des plaques d'acier très robustes, et une pince évacuera les déchets.

Le pilotage de ces outils se fera dans la centrale mais à distance, dans une "salle de commande déportée".

...

**Le 12 décembre 2021, Ouest France titre : Finistère. Combien va réellement coûter le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis ?**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/en-finistere-combien-va-reellement-couter-le-demantelement-de-la-centrale-de-brennilis-cee99094-5831-11ec-9a47-41ee58d6a886>

La Cour des comptes évaluait en 2005 le coût du démantèlement de la centrale de Brennilis à 482 millions d'euros, soit 20 fois plus que l'estimation de la commission PEON qui est à l'origine du parc nucléaire français actuellement en exploitation. Aujourd'hui, EDF annonce 850 millions d'euros.



"Le démantèlement des centrales qui se terminera au XXII<sup>e</sup> est déjà payé. La loi nous l'impose. Ce programme dédié est déjà financé", nous dit Jean Cucciniello, le directeur de la centrale de Brennilis.

"Les principes généraux de financement et le coût du démantèlement complet, du début jusqu'à la fin des opérations prévue à l'horizon 2040, ont été présentés. Les exploitants ont l'obligation réglementaire de provisionner ce montant dès aujourd'hui sur la base de la meilleure estimation des dépenses attendues. Ce dispositif est soumis au contrôle permanent des services de l'État et du Parlement. Le coût de chaque opération est estimé sur la base de contrats, de retour d'expérience d'opérations similaires, de devis et d'études techniques. Ainsi, le démantèlement complet de la centrale de Brennilis s'élève à 850 millions d'euros, le coût des travaux à venir représentant 40 % de cette enveloppe", fait savoir le compte rendu de la Commission locale d'information (CLI) en juillet 2021.

Le rapport donnait les chiffres suivants, toujours en 2009 : **"Les coûts de déconstruction des centrales nucléaires de première génération actuellement à l'arrêt (Brennilis, Bugey 1, Chinon A1, A2 et A3, Chooz A, Creys-Malville, Saint-Laurent A1 et A2) font l'objet de provisions actualisées dans les comptes d'EDF pour un montant d'environ 2 milliards d'euros."**

À ce jour, le démantèlement de Brennilis (850 millions) représenterait presque la moitié du coût pour ces dix tranches.

...

**Le 12 décembre 2021**, Ouest France titre : **DECRYPTAGE. Que vont devenir les déchets radioactifs de la centrale nucléaire de Brennilis ?**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/decryptage-que-vont-devenir-les-dechets-radioactifs-de-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-3424dd24-5b75-11ec-9150-4b0cb97a43dd>

Une fois que l'accord pour cette phase de démantèlement sera accordé, il y en aura pour 17 ans de travaux. Le chantier pourrait commencer en 2023. Quatre ans seront consacrés à libérer l'espace autour de la cuve du réacteur. Ensuite, il faudra deux ans pour installer les ateliers de découpe blindés. La découpe de la cuve prendra ensuite sept ans, puis deux ans pour l'assainissement de l'enceinte et des sols. Viendra alors le temps de la démolition de l'enceinte en béton.

64 000 tonnes de déchets vont être produites lors de cette phase dont 20 % de déchets radioactifs (7 430 tonnes). Une partie des 56 000 tonnes de "conventionnel" servira au remblai du site de Brennilis.

Les 6 000 tonnes de déchets de très faible activité" iront au centre de stockage de Morvilliers (Aube), appelé Cires. Ils y seront stockés en surface.

Les 1 400 tonnes de déchets "à faible ou moyenne activité à vie courte" iront au centre de stockage de Soulaines-Dhuys (Aube), appelé CSA, et exploité par l'Andra. Ils seront aussi stockés en surface. Au départ de Brennilis, les déchets seront conditionnés dans des caissons métalliques rouges, contenant eux-mêmes des enveloppes de béton allant de 0 à 40 mm.

Les 30 tonnes de déchets les plus radioactifs (0,4 % du volume global produit à Brennilis lors de cette phase) seront entreposés de manière provisoire (au moins dix ans) au centre Iceda, situé à Bugey (Ain) et exploité par l'Andra.

Parmi ces 30 tonnes, 20 sont considérées "de moyenne activité à vie courte". Elles iront donc ensuite au CSA, à Soulaines-Dhuys (Aube), pour y être stockés, avec les 1 400 autres tonnes déjà envoyées.

Les 10 tonnes restantes, "à vie longue", pourraient aller au centre de stockage géologique, Cigéo, à Bure (à la frontière entre la Meuse et de la Haute-Marne).

**Mais c'est selon le dossier élaboré en 2018. « Nos études sont majorantes et depuis trois ans nous continuons les études, explique Joël Truffet, le directeur technique d'EDF, en charge du dossier de démantèlement complet de la centrale de Brennilis. On devrait tendre vers le zéro envoi vers Bure. » Elles rejoindraient en ce cas un site de stockage en surface. Que signifie cette phrase ?**

Après la découpe dans des ateliers blindés, à l'intérieur du bloc réacteur, les éléments radioactifs seront conditionnés dans des caissons et containers. Ils quitteront ensuite la centrale en camions agréés.

Dans ces camions, il y aura un container de 25 tonnes. À l'intérieur de celui-ci, un colis d'un poids maximal d'une tonne de déchets. Le reste relèvera du blindage en acier inoxydable. Cela devrait représenter moins de cinquante colis et camions, et pas avant 2030.

Au total, 950 camions devraient passer à Brennilis pendant les quinze premières années du chantier. Lors de la phase de démolition, le rythme augmentera pour atteindre la cadence de deux camions par jour. Et cela pendant deux ans.

À cela s'ajoutera le trafic de l'activité humaine qui comptera 150 personnes au plus fort de l'activité. Elle est actuellement de 80 personnes.

...

**Le 13 décembre 2021, Ouest France récapitule : Nucléaire. Ce qu'il faut retenir du dossier d'EDF pour le démantèlement du réacteur de Brennilis**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/nucleaire-ce-qu-il-faut-retenir-du-dossier-d-edf-pour-le-demantelement-du-reacteur-de-brennilis-328aabe2-5b75-11ec-8d8b-3f378dbb8f2c>

Nous ne retiendrons que cette information que nous ne comprenons pas : **L'envoi de 10 tonnes au site d'enfouissement géologique de Bure est une hypothèse évoquée dans le dossier mais ne devrait pas être nécessaire, assure EDF.**

Les déchets les plus sensibles seront mis en colis en acier inoxydable.

Quant au robot, qui effectuera 900 fois la même opération, il est en cours de création. Il devrait être prêt en 2028.

EDF prévient : **"comme lors des précédentes phases de travaux, il y aura des rejets gazeux dans l'atmosphère, ils seront sans impact pour l'homme et l'environnement. L'exposition des populations (1mSv/an) étant 1 000 fois inférieure à la limite réglementaire."**

Une annonce tempérée par Pierre Barbet, de l'Acro, l'association citoyenne d'information et de surveillance de la radioactivité. **"Dire que les populations sont 1 000 fois moins exposées ne me semble pas un bon critère. C'est une approche trop théorique et selon des calculs. Or, les radionucléides sont très difficiles à mesurer."**

**Création de lotissement, activité économique... Quand le démantèlement sera fini, la qualité des sols sera compatible avec tout type d'usage",** a expliqué Jean Cucciniello, le directeur du site de Brennilis.

Pour son projet de démantèlement complet du site nucléaire industriel des monts d'Arrée et l'avenir du site une fois EDF parti, il explique avoir **"pris le scénario le plus sévère, celui d'une famille riveraine de quatre personnes qui mangerait les légumes de son potager et qui boirait l'eau de son puits."** Pas question alors d'avoir des sols pollués.

Mais compte tenu des entreprises déjà présentes sur le site et **"selon les échanges menés avec la CCI et les collectivités locales"**, EDF imagine plutôt une vocation industrielle pour le site de la centrale, une fois que le dôme de béton qui abrite le bloc réacteur sera enlevé.

...

**Le 15 décembre 2021, Actu-Environnement fait une synthèse : Ouverture d'une enquête publique sur le démantèlement de la centrale de Brennilis**

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/enquete-publique-demantelement-centrale-brennelis-38744.php4>

...

**Le 16 décembre 2021, L'association Vivre dans les monts d'Arrée s'inquiète du démantèlement de la centrale de Brennilis**

<https://www.letelegramme.fr/finistere/brennilis/l-association-vivre-dans-les-monts-d-arree-s-inquiete-du-demantelement-de-la-centrale-de-brennilis-16-12-2021-12890212.php>

L'association **Vivre dans les monts d'Arrée** estime que la période choisie pour l'enquête publique, pendant les fêtes de fin d'année, "n'est pas favorable à l'information du public".

Elle exprime également : le souhait d'attendre une décroissance de la radioactivité avant le démantèlement - ses inquiétudes quant au transport et la gestion des déchets les plus radioactifs.

Elle estime "imprécise et contradictoire" la volonté de rendre l'usage des sols compatibles avec toutes activités. Elle doute que l'état des sols soit compatible avec l'usage futur retenu, à savoir un usage industriel conventionnel.

Elle considère comme inacceptable de limiter le démantèlement du radier à un mètre.

Elle pose ces questions :

Les engins téléopérés fonctionneront-ils en milieu radioactif ?

Pour les ouvriers travaillant au contact, la contamination au tritium (respiratoire et cutanée) est-elle suffisamment prise en compte ?

Le risque incendie pour la découpe et l'entreposage du zircaloy est-il suffisamment étudié ?

...

**Le 29 décembre 2021**, Ouest-France enquête : **Démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis, où en est-on ?**

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/brennilis-29690/enquete-demantelement-de-la-centrale-nucleaire-de-brennilis-ou-en-est-on-736f58ea-5c21-11ec-ba33-1b9954ca0701>

C'est la synthèse de tout ce qui précède.

Nous ne retiendrons que ce questionnement :

### **Quel avenir pour la Maison du lac de Brennilis ?**

Le bâtiment qui a servi de lieu de repos et de réfectoire aux salariés de la centrale a lui aussi 60 ans : EDF veut bien le céder pour un euro symbolique. Mais, il faut y investir pas loin de deux millions d'euros entre les travaux de rénovation et un projet. La collectivité Monts d'Arrée communauté, qui n'est pas la plus fortunée, cherche une vraie bonne idée.

...

### **# 3 - Nous avons eu la chance de visiter la Centrale de BRENNILIS**

Le 28 avril 2015, la CLI de Soulaines a organisé un voyage d'étude dans ce lieu unique. Lire ou relire le compte rendu :

[https://villesurterre.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=551:brennilis-une-centrale-en-demantelement&catid=57&Itemid=549](https://villesurterre.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=551:brennilis-une-centrale-en-demantelement&catid=57&Itemid=549)

Parmi les souvenirs : au-dessus du réacteur, une construction légère (morceaux de bois et feuille de plastique) pour retenir les gaz qui s'échapperaient du réacteur.

...

### **# 4 - La rencontre avec un témoin précieux : Michel MARZIN**

Michel MARZIN, qui a travaillé dans cette centrale, nous a accordé un entretien : il nous a expliqué ce qui est arrivé à ses camarades qui ont travaillé avec lui sur le réacteur de la Centrale de Brennilis. Nous le résumons par cette phrase citée par ailleurs dans ce document : "**La moitié des personnes qui ont travaillé sur le circuit eau lourde, durant la première phase de démantèlement du site, sont décédées avant 65 ans**".

Probablement "la faut'à pas d'chance" comme on dit dans le Soulainois.

...

### **# 5 - Le 23 septembre 2015 l'enveloppe de protection part en fumée**

Lire ou relire ce dossier :

[https://villesurterre.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=581&Itemid=214](https://villesurterre.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=581&Itemid=214)

...

### **# 6 - Les déchets viendront au bout de mon jardin, à Soulaines et à Morvilliers !**

Article paru dans l'Est-Eclair (quotidien de l'Aube), le 18 décembre 2021 :

#### **DÉMANTÈLEMENT**

##### **Des déchets nucléaires de Brennilis stockés dans l'Aube**

Les 6 000 tonnes de déchets "de très faible activité" produits lors de la dernière phase de démantèlement de la centrale de Brennilis devraient être acheminés jusqu'au Cires.

EDF prévoit dans la dernière phase de démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis de transférer certains déchets dans les centres de stockage aubois de l'Andra.

À l'arrêt depuis 1985, la centrale nucléaire de Brennilis dans le Finistère entre dans sa dernière phase de démantèlement. Jusqu'au 3 janvier prochain, l'exploitant EDF soumet son projet de déconstruction du bloc à la population via une enquête publique. Un dossier de 2 500 pages dans lequel il est question de l'avenir des déchets. Car dans le projet présenté par EDF cette année, 64 000 tonnes de déchets vont être produites lors de cette dernière phase de démantèlement, parmi lesquels 20 % de déchets radioactifs.

Les 6 000 tonnes de déchets "de très faible activité" devraient être acheminées au centre de stockage de Morvilliers et de La Chaise, le Cires. Et les 1 400 tonnes de déchets "à faible ou moyenne activité à vie courte" au centre de Soulaines-Dhuys, le CSA.

**"On a déjà pris en charge des déchets de Brennilis. Là, ce sont des petits volumes de déchets sur une durée longue"**

"On a déjà pris en charge des déchets de Brennilis. Là, ce sont des petits volumes de déchets sur une durée longue [dont] le transport à la responsabilité du producteur de déchets, EDF, se fera en camion", indique Patrice Torres, directeur des opérateurs industriels de l'Andra.

Début des travaux espéré par EDF en 2023, pour une durée estimée de 17 ans. "Ça va être évacué au fur et à mesure. Tant que le Cires, qui reçoit principalement des déchets de déconstruction et de démantèlement, est autorisé, on prendra les déchets. Si on obtient la capacité, on ira jusqu'à la fin", explique Patrice Torres qui doit déposer l'année prochaine en préfecture la demande d'autorisation environnementale pour le projet ACACI (voir notre édition du mercredi 9 juin), qui permettrait d'augmenter la capacité de vie du site de 10 à 15 ans. Sinon, le centre devrait atteindre sa capacité totale de stockage autorisée en 2028, 2029. Mais, "un jour, il y aura besoin d'un autre centre ou d'entrepôts", souligne-t-il.

...

Contribution déposée le lundi 3 janvier 2021 à 15 h 35 à cette adresse :

[https://www.enquetes-publiques.com/Enquetes\\_WEB/FR/EE21076/Deposer.awp](https://www.enquetes-publiques.com/Enquetes_WEB/FR/EE21076/Deposer.awp)

=====